

«Le tournant social de la droite radicale est un masque»

PAR FABIEN ESCALONA
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 18 AVRIL 2017



Line Rennwald

Pour la chercheuse suisse Line Rennwald, ce ne sont pas les électeurs qui ont changé, mais « l'offre » des partis en compétition. Elle souligne le caractère opportuniste des mesures « sociales » défendues par la droite radicale, qui répond à la désaffection des milieux populaires envers la gauche.

Au soir du premier tour de l'élection présidentielle de 2017, on risque à nouveau d'entendre le diagnostic d'un décrochage des catégories populaires vis-à-vis des partis de gouvernement, voire de l'acte de vote lui-même. Sur la base des derniers scrutins et des enquêtes d'intentions de vote, on s'attend en effet à ce qu'elles s'abstiennent davantage que les autres groupes sociaux et accordent une majorité relative de leurs suffrages à Marine Le Pen.

Les travaux de la chercheuse en science politique Line Rennwald portent justement sur les mutations du clivage de classes en Europe, depuis les années 1970-80. Actuellement en post-doctorat à l'Institut universitaire européen de Florence, elle a publié *Partis socialistes et classe ouvrière. Ruptures et continuités du lien électoral en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France* (éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2015).

Dans cet entretien, elle revient sur la thèse principale de son ouvrage, qui impute le désalignement des ouvriers sur la gauche aux

orientations programmatiques des partis, plus qu'à des bouleversements dans les milieux populaires eux-mêmes. Elle insiste aussi sur l'aspect opportuniste des engagements sociaux du FN et de ses partis frères. Dans **une tribune récente** avec son coauteur Alexandre Afonso, pour la revue *Jacobin*, elle estimait que leur tournant programmatique sur ces enjeux était purement « rhétorique ». Elle s'en explique pour Mediapart.



Line Rennwald

Vous avez mené une recherche importante sur les dynamiques du vote ouvrier, et notamment son désalignement par rapport aux partis de gauche. Au-delà du cas français, quels sont les principaux faits établis concernant ces dynamiques ?

Line Rennwald : J'ai travaillé essentiellement sur l'Europe de l'Ouest. Dans cet espace, on observe un changement important depuis la fin des années 1980. Jusque-là, il y avait un vote ouvrier à gauche relativement important, en opposition au vote des indépendants, des employeurs, de certains segments des classes moyennes salariées, orienté au contraire vers la droite.

Avec des temporalités différentes selon les pays, il s'est produit partout une érosion du vote des ouvriers pour les partis sociaux-démocrates. Ce processus s'est accompagné de deux autres phénomènes. D'une part, les différences entre classes sociales du point de vue de la participation électorale se sont accrues, du fait que les milieux populaires se sont moins rendus aux urnes que par le passé. D'autre part, la droite radicale a progressé en leur sein.

Je précise que lorsque je parle de vote ouvrier ou de vote populaire, je ne parle pas uniquement des travailleurs manuels, des ouvriers de production. J'utilise une définition élargie qui englobe les travailleurs des services. Ceux-ci ont parfois été décrits comme un « nouveau prolétariat », dans la mesure où ils connaissent des conditions de travail parfois plus précaires que les ouvriers de production, qui peuvent compter sur un ancrage plus solide des syndicats dans leur secteur. Cette définition élargie est d'autant plus légitime que les comportements électoraux de ces différentes fractions du salariat d'exécution sont finalement assez proches.

La thèse de votre ouvrage est forte : les attitudes des ouvriers n'ont guère changé, que ce soit sur le plan socio-économique ou sur le plan culturel, et c'est plutôt l'offre politique qui est la cause de leur changement de comportement électoral.

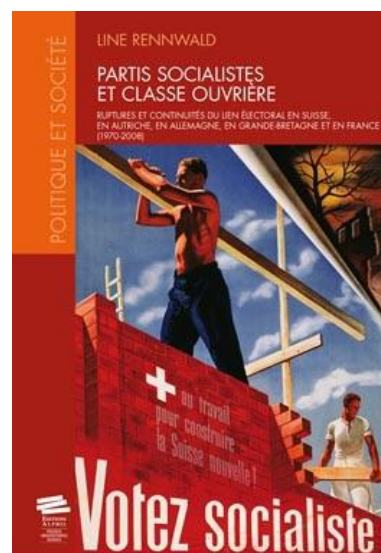
Des cas spécifiques m'ont aiguillée sur cette interprétation. En Suisse, par exemple, il y a eu des mouvements xénophobes dans les années 1970 qui ont lancé des initiatives populaires pour limiter l'immigration. Des sondages menés après ces votations mettaient *déjà* en évidence une structure d'opposition entre milieux populaires et classes moyennes salariées sur ces enjeux, et ceci *avant* le désalignement sur la gauche et le réalignment sur la droite radicale aux législatives. Le cas de l'Autriche fournit le même genre d'observations.

Sur la dimension culturelle de la compétition politique, les oppositions d'aujourd'hui ne sont donc pas fondamentalement différentes de celles du passé. Je fais le même constat sur la dimension socio-économique : on n'observe pas d'évolution quant au fait que les milieux populaires sont les plus favorables à la redistribution des richesses. L'émergence d'un milieu ouvrier plus favorable au libéralisme économique, on ne la retrouve pas dans les enquêtes Valeurs.

Ma conclusion, c'est que du côté de la demande, c'est-à-dire des préférences de l'électorat, il n'y a pas eu de bouleversement. En revanche, il y a bien eu un bouleversement du côté de l'agenda partisan

et médiatique, c'est-à-dire du côté de l'offre. Au Royaume-Uni, en Autriche, en France..., on a observé une convergence programmatique entre conservateurs et sociaux-démocrates. Il y a aussi eu un chemin, notamment pratiqué par le parti socialiste en Suisse, de mise en avant très forte des thématiques du libéralisme culturel, de l'écologie politique. Et dans tous les cas, les partis sociaux-démocrates ont dû agir dans un contexte où les enjeux de l'immigration et de l'Europe ont davantage polarisé le débat public.

« Il peut y avoir des convergences politiques entre ouvriers et classes moyennes »



Il est souvent dit que la gauche fait face à un dilemme pour réussir à coaliser un électorat populaire et un électorat de classes moyennes salariées. Y a-t-il une offre qui permettrait de (re)constituer cette alliance ?

Il faut souligner que les classes moyennes salariées sont diverses et qu'il y a des segments très favorables à la redistribution, à un État social significatif. Cela va contre l'idée reçue selon laquelle la social-démocratie serait vouée à perdre ses soutiens à cause du déclin numérique des travailleurs manuels. Sur la question économique, entre ces segments et les ouvriers au sens large, il y a ainsi des convergences importantes, qui peuvent être traduites politiquement. En revanche, sur la question culturelle, il y a des enjeux où les

positions sont beaucoup plus antagonistes et pour lesquels il est effectivement plus difficile de construire des alliances. À mon sens, le terrain économique et social est donc celui qu'il faudrait privilégier pour les partis de gauche.

En même temps, cette coalition ne se retrouve pas vraiment non plus chez les partis de gauche alternative, qui critiquent pourtant la social-démocratie pour sa complaisance envers l'austérité. Eux aussi ont des difficultés à s'attirer un sur-vote significatif des milieux populaires.

Souvent, la division de la gauche n'aide pas. Mais, plus fondamentalement, je dirais que les choses ne peuvent pas se construire en un scrutin. Les partis de gauche redécouvrent qu'il y a un vote ouvrier, et un vote ouvrier qui compte. Pour le reconquérir, il y aura une action de long terme à mener, notamment en lien avec d'autres forces comme les syndicats. Cela prendra du temps.

D'après les travaux existants, c'est avant tout le rejet de l'immigration et du multiculturalisme qui unifie l'électorat de la droite radicale. Avec votre collègue Alexandre Afonso, vous jugez tout de même important d'étudier les positions socio-économiques de cette force politique, notamment son appétence nouvelle pour des promesses de protection sociale. Pourquoi ?

Il est vrai que les préférences des électeurs de la droite radicale sont assez hétérogènes sur le front économique et qu'elles se rejoignent sur le front culturel, à propos de l'immigration et de l'Europe. De plus, ce sont bien ces derniers enjeux qui sont décisifs pour leur vote. Dans une récente étude que j'ai accomplie en prenant en compte une quinzaine de pays, le sur-vote des milieux populaires pour la droite radicale s'explique très faiblement par les attitudes sur l'économie, et bien plus par les attitudes sur l'immigration. C'est un résultat assez établi dans la littérature.

Pour autant, il y a eu un changement important dans le discours des droites radicales sur la question économique. La France, avec le cas du FN, est d'ailleurs une des illustrations les plus marquantes

de ce changement-là. Pour nous, cela signifie qu'ils veulent échapper à un statut de « parti de niche » et visent l'exercice du pouvoir en développant un discours cohérent sur un large éventail de sujets. Mais la crise a aussi accéléré ce mouvement, dans la mesure où elle rend plus saillante la présence des enjeux socio-économiques dans le débat public (austérité, chômage, précarité...).

Au cours de leur développement dans les années 1980-90, les partis de droite radicale ont attiré un électorat ouvrier grâce aux enjeux culturels. Maintenant, ils doivent reproduire sa loyauté dans ce nouveau contexte, et sont donc tentés de coller à leurs préférences sur les autres dimensions de la compétition politique.

En même temps, le tournant interventionniste de la droite radicale s'accompagne d'une privation ou limitation de droits pour certaines catégories de la population. Ce tournant n'est-il donc pas une autre voie de réduction de l'État social ?

Étant donné que le néolibéralisme est toujours plus remis en question, c'est peut-être une bonne stratégie, en effet. Elle consiste à cibler certains groupes dans la population (les immigrés, les « feignants »), à les désigner comme indignes de la protection sociale et à attaquer l'État social de cette façon. Cela permet d'atténuer la tension entre deux stratégies différentes : s'adapter aux préférences de leur électorat (et donc s'engager pour la redistribution, les services publics...) ou viser une participation gouvernementale avec la droite classique (et donc accepter un agenda néolibéral). Ce dernier scénario a été observé en Autriche ou aux Pays-Bas.

Cela confirme que le supposé virage social des partis de droite radicale est en fait un masque, une façade, qui tend à ne durer que le temps des campagnes électorales.

Boîte noire

Fabien Escalona, docteur en science politique et spécialiste de la social-démocratie, collabore régulièrement à Mediapart. À l'occasion de l'élection

présidentielle, il nous a rejoints pour mettre en perspective l'actualité de la campagne et les thèmes qui animeront le débat public.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.